

Canada : Une politique climatique hypocrite qui doit être démasquée

jeudi 13 décembre 2018, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 12 décembre 2018).

Le gouvernement canadien avait fait bonne figure à la COP21 à Paris. Ses représentant-e-s ont prétendu que le Canada tournait le dos à l'ère Harper et à son cours propétrolier et qu'il devenait un nouvel acteur de la lutte aux changements climatiques. Mais, il n'a pas fallu plus d'un an pour comprendre que le gouvernement Trudeau s'était rangé dans le camp des pétrolières et des gazières et qu'il a comme objectif de faire du Canada un grand exportateur d'énergies fossiles.

Les prétentions du gouvernement Trudeau d'être de la lutte aux changements climatiques ne tiennent pas la route.

Trump a rejeté les accords de Paris sur la lutte aux changements climatiques. Le nouveau président du Brésil, Bolsonaro, fait de même. Les partis de droite au gouvernement en Europe s'alignent sur l'administration américaine. Le climatoscepticisme connaît un regain avec la montée de l'extrême droite dans le monde. Au Canada, le Parti conservateur soutient avec force les développements de l'exploitation pétrolière et gazière. Les gouvernements conservateurs de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Manitoba ou du Nouveau-Brunswick s'opposent à tout plan de lutte qui remettrait en cause l'exploitation et l'exportation d'énergies fossiles. En Alberta, le gouvernement néo-démocrate de Rachel Notley offre un soutien sans faille à l'exploitation des sables bitumineux. Cela n'évitera sans doute pas son éviction par les conservateurs aux prochaines élections dans cette province.

La réalité de sa politique gouvernement Trudeau a pourtant profondément lézardé l'image que le premier ministre veut se donner. L'achat du pipeline TransMoutain au coût de 4,5 milliards de dollars pour s'assurer de sa réalisation a profondément révolté tous les secteurs de la population qui a une sensibilité aux questions environnementales au Canada et au Québec. Et cela d'autant plus, que cette action suivait le permis accordé à la construction du projet d'Enbridge entre l'Alberta et le Wisconsin. En janvier 2017, il se réjouissait de la décision de Donald Trump de permettre la construction de l'Oléoduc Keystone XL. Il ne faut pas oublier le soutien du gouvernement fédéral à la construction d'Énergie Est, projet qui a été bloqué par la mobilisation citoyenne au Québec. Le gouvernement libéral soutient également le transport ferroviaire du pétrole qui a connu ces dernières années une expansion considérable. Il appuie financièrement la croissance du secteur pétrolier et gazier dont la production va atteindre six millions de barils par jour en 2030.

Le renforcement de la droite gouvernementale dans l'ensemble du Canada ouvre un espace politique qui permet au gouvernement Trudeau de se présenter comme un partisan de la lutte aux changements climatiques. Le plan Trudeau sur l'environnement (sa fameuse taxe du carbone) est avant tout un instrument de démarcation pour construire une rente électorale face au Parti conservateur du Canada dans la perspective des élections qui viennent en 2019.

Les grandes entreprises canadiennes se disent désavantagées par rapport à leurs concurrents américains qui ne sont pas assujettis à une taxe du carbone et dont la fiscalité a été radicalement réduite par le gouvernement de Donald Trump. Et le gouvernement canadien recule.

Il n'est pas étonnant que le Canada s'éloigne du respect des engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Accord de Paris alors que la cible libérale reprenait celle du gouvernement conservateur de Stephen Harper. Le Canada demeure le plus gros émetteur de GES par personne de tous les pays du G-20.

Au Québec, le gouvernement Legault dans le pas du gouvernement Couillard ?

Au Québec, le gouvernement précédent de Denis Couillard avait fixé la cible de réduction de 37,5% des GES pour 2030. Il présentait cette cible comme la plus ambitieuse au Canada. Il avait affirmé inscrire son action dans le cadre de l'Accord de Paris. Mais, dans les faits, ce gouvernement soutenait l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière au Québec et a établi un cadre réglementaire qui donnait les coudées franches aux entreprises de ce secteur. Pour 2020, il s'était donné la cible d'une réduction de 20% pour 2020. Selon les projections, les efforts de réduction permettraient aux mieux de stabiliser les émissions de GES.

Le nouveau gouvernement de François Legault a déjà annoncé qu'il soutiendrait la construction d'un gazoduc qui traverserait le nord du Québec et d'une usine de liquéfaction sur le bord du Saguenay. Son projet d'investir des milliards à la construction de nombreuses infrastructures autoroutières favorisera l'expansion encore plus rapide du parc automobile qui compte déjà 4,5 millions de véhicules. Pour le gouvernement Legault, les mesures environnementales ne doivent pas nuire aux possibilités d'investissements profitables. Ce sont là les limites qu'il semble vouloir imposer à son action en faveur du climat.

Dans ce contexte, les délégations à la COP 24 du Canada et du Québec, resteront limitées aux bons mots et aux bonnes intentions

Le mandat de la délégation canadienne semble généreux : « *encourager et maintenir l'élan vers les mises en œuvre de l'accord de Paris, encourager les investissements publics et privés pour bâtir un avenir faible en carbone, travailler au parachèvement des règles de mises en œuvre de l'Accord de Paris, favoriser les engagements clairs pour réduire les émissions...* ».

Il faut vouloir se jouer du monde en prétendant atteindre des cibles de diminution de gaz à effet de serre sans réduire la production de pétrole et de gaz au Canada. La ministre Catherine McKenna, responsable de la délégation canadienne résume bien son dilemme : « *Le plus difficile, c'est que, d'un côté, j'ai les gens qui me disent qu'on doit arrêter tout ça maintenant, mais de l'autre côté, il y a du monde qui dit qu'il ne faut rien faire et que je ne connais rien de l'économie.* » Malheureusement pour elle, et pour la population canadienne, son gouvernement jusqu'ici, en dehors de gestes et de postures motivés par la volonté de se construire une rente électorale, s'est rangé systématiquement du côté des intérêts des entreprises du secteur des énergies fossiles.

Construire la mobilisation populaire pour la transition énergétique

Face aux lobbies privés et à l'inaction des gouvernements, la société civile ne démissionne pas. Depuis la publication du dernier rapport du GIEC, des manifestations se sont multipliées dans plusieurs pays pour sonner l'alarme climatique et pour demander aux gouvernements d'agir. Le 8 décembre dernier, une marche mondiale a mobilisé des dizaines de milliers de personnes s'est tenue en Europe, en Amérique du Nord et en Asie dont 4000 à Montréal et 400 à Québec.

Une véritable lutte aux changements climatiques passera d'abord par la mobilisation citoyenne visant à bloquer la construction d'infrastructures permettant l'exploitation et le transport des hydrocarbures. Elle passera également par la mise en marche d'une véritable transition économique et énergétique nous permettant de nous arracher à la logique destructrice des écosystèmes par le capitalisme. Une transition devra remettre en question la recherche d'une croissance infinie alors que nous vivons dans un monde fini. Nous sommes entrés dans un temps où les rapports que le système capitaliste a établis avec la nature ne sont plus viables. Se contenter du lobbying militant et offrir sa collaboration aux gouvernements voués à la défense de ce système capitaliste pollueur, c'est rester en deçà des nécessités de combat vital. Le pouvoir citoyen devra s'imposer.

BERNARD RIOUX

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse - Toi a Gauche !

<http://www.pressegauche.org/Une-politique-hypocrite-qui-doit-etre-demasquee>